

Accord National 2009-2010 pour ouvriers (CP 116)

CCT conclue le 1^{er} avril 2009 au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique relative à l'Accord National 2009-2010

Champ d'application

Article 1er. -

La présente convention collective de travail s'applique aux employeurs et aux ouvriers ressortissant à la Commission Paritaire de l'industrie chimique.

Par "ouvriers", on entend les ouvriers et les ouvrières.

Durée

Article 2. - La présente convention collective de travail est conclue pour une durée de deux ans, du 1^{er} janvier 2009 au 31 décembre 2010 inclus, à l'exclusion de l'article 9.

Accords d'encadrement de la concertation sociale au niveau de l'entreprise

Article 3. - Les partenaires sociaux de la Commission paritaire de l'industrie chimique et les négociateurs au niveau de l'entreprise confirment leur adhésion complète et sans réserve à toutes les dispositions de l'accord exceptionnel du 18 décembre 2008 et confirment ainsi entre autres l'enveloppe de négociation qui a été définie dans cet accord exceptionnel pour les négociations à conclure au niveau de l'entreprise dans la période 2009-2010.

Le respect au niveau de l'entreprise de l'accord exceptionnel en annexe fait indissociablement partie de l'exécution de la présente convention collective de travail.

Salaire horaire minimum

Article 4. §1er. Les montants du salaire horaire minimum de début et du salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté, tels que définis à l'article 2 de la convention collective de travail du 27 juin 2007 (AR 20/02/2008 ; MB 09/04 2008) concernant le salaire horaire minimum, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, sont augmentés de 0,03 EUR en régime de 40 heures par semaine à partir du 1^{er} avril 2009 ; à partir du 1^{er} janvier 2010, le salaire horaire minimum de début ainsi que le salaire horaire minimum à partir de 12 mois d'ancienneté sont augmentés de 0,07 EUR.

§2. Ces augmentations sont également d'application aux ouvriers qui, au 31 mars 2009, sont payés moins que 0,1 EUR au dessus des salaires minimaux en vigueur.

§3. L'effort pour les hausses des salaires minimaux mentionnés au §1 et §2 du présent article ne peut pas être utilisé en tant que référence pour les négociations dans les entreprises.

Entreprises non conventionnées

Article 5. -

§1. Les entreprises non liées, quant à l'éventuelle augmentation du pouvoir d'achat durant la période 2009-2010, par une convention collective de travail conclue conformément aux dispositions de la loi du 5 décembre 1968 relative aux Commissions Paritaires et aux conventions collectives de travail, octroieront, à titre unique, au 1er janvier 2010, des éco-chèques, tels que définis par la convention collective n° 98 du Conseil national du Travail du 20 février 2009, pour une valeur totale de 250 EUR par ouvrier en service au 1 janvier 2010.

Pour les ouvriers à temps partiel, des éco-chèques seront octroyés pour le même montant total et sous les mêmes conditions que pour les ouvriers à temps plein.

L'octroi et/ou la détermination du montant de ces éco-chèques sera toutefois imputé et/ou à valoir sur d'éventuelles autres augmentations du salaire horaire et/ou d'autres avantages qui, hormis ceux dus à la convention collective de travail du 8 février 2006 (AR 5 août 2006, MB 20 septembre 2006), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, concernant la liaison des salaires à l'indice des prix à la consommation, seraient octroyés aux ouvriers pendant la durée de la présente convention collective de travail.

§2. Cet article n'est pas d'application aux ouvriers qui bénéficient des augmentations de salaires prévues à l'article 4 de la présente CCT.

Pension sectorielle

Article 6. §1er - Pour les employeurs qui, au 1er octobre 2010, n'ont pas de plan de pension ou dont le plan de pension est d'un coût patronal annuel inférieur à celui du plan de pension sectoriel, un plan de pension sectoriel est introduit et entrera en vigueur au 1^{er} janvier 2011, avec un coût minimum d'entrée de 250 EUR par ouvrier.

§2. Pour les entreprises qui tombent sous le champ d'application de l'article 5 de la présente CCT et qui tombent sous le champ d'application de la pension sectorielle, le coût égal au montant total des éco-chèques (250 EUR par ouvrier en 2010), sera affecté au plan de pension sectoriel à partir de 2011.

Pour les autres entreprises qui ont octroyé, pour la période 2009-2010, un avantage récurrent et qui tombent sous le Champ d'application de la pension sectorielle, le plan de pension sectoriel constitue un avantage nouveau dont le coût est à imputer sur la CCT 2011-2012.

Le tableau explicatif repris en annexe fait intégralement partie de la présente convention collective de travail.

§3. Les partenaires sociaux de l'industrie chimique procéderont immédiatement à la constitution d'un groupe de travail d'installation du plan de pension sectoriel afin d'établir, pour fin octobre 2009 au plus tard, tous les principes et modalités du nouveau plan de pension à mettre en place.

Frais de transport

Article 7— En ce qui concerne l'intervention de l'employeur dans le prix des transports en commun publics, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport utilisé sera calculée, à partir du 1^{er} février 2009, sur base du tableau des montants forfaitaires repris dans l'article 3 de la convention collective n° 19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

En ce qui concerne les transports en commun publics autres que le chemin de fer, l'intervention de l'employeur dans le prix des abonnements à partir de 5 km sera calculée selon les modalités fixées à l'article 4 de la convention collective n° 19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

A

En ce qui concerne les transports en commun publics combinés, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport sera calculée, à partir du 1^{er} février 2009, selon les modalités fixées aux articles 5 et 6 de la convention collective n°19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

En ce qui concerne les transports en commun publics sur le territoire d'un autre État membre, l'intervention de l'employeur dans le prix du titre de transport sera calculée, à partir du 1^{er} février 2009, selon les modalités fixées à l'article 7 de la convention collective n°19 octies du 20 février 2009 conclue au sein du Conseil national du Travail.

En ce qui concerne l'intervention de l'employeur lors de l'utilisation de moyens de transport autres que les transports en commun publics, pour un déplacement atteignant au moins 5 km, l'intervention de l'employeur reste liée à la grille antérieure sur base de 60 % en moyenne, adaptée annuellement aux nouveaux tarifs.

Les parties conviennent d'adapter en ce sens la CCT du 2 mai 2001, conclue en Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative au transport des ouvriers (AR du 17 mai 2002 ; MB du 27 juin 2002).

Sécurité d'existence

Article 8. § 1^{er}. Indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel

L'indemnité complémentaire de chômage, telle que prévue au premier alinéa de l'article 2 de la convention collective de travail du 27 juin 2007 (AR 19 février 2008 ; MB 8 avril 2008), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, fixant des indemnités complémentaires de chômage en cas de chômage partiel et des indemnités en cas de licenciement pour raisons économiques, techniques ou de nature structurelle, est fixée à 9 EUR par jour de chômage partiel à partir du 1^{er} avril 2009.

La période durant laquelle existe le droit au montant journalier précité est portée d'un maximum de 50 jours par an à un maximum de 55 jours par an, et ce à compter du 1^{er} janvier 2009.

§2. Indemnités complémentaires de chômage en cas de licenciement pour raisons économiques, techniques ou de nature structurelle

Une réglementation particulière des indemnités complémentaires de chômage est prévue selon le schéma ci-dessous pour les ouvriers en cas de licenciement pour raisons économiques et techniques ou de nature structurelle.

Les ouvriers qui comptent de 5 à moins de 10 ans d'ancienneté dans l'entreprise reçoivent à partir du 1^{er} avril 2009 le montant journalier de l'indemnité complémentaire de chômage mentionné au §1 pour les 26 premiers jours de chômage effectif prouvés, période qui débute à l'expiration du délai de préavis ou à l'expiration de la période couverte par l'indemnité de préavis.

Les ouvriers qui comptent de 10 à moins de 15 ans d'ancienneté dans l'entreprise reçoivent ce montant journalier pendant les 52 premiers jours de chômage effectif prouvés.

Les ouvriers qui comptent de 15 à moins de 20 ans d'ancienneté dans l'entreprise reçoivent ce montant journalier pendant les 78 premiers jours de chômage effectif prouvés.

Les ouvriers qui comptent 20 ans et plus d'ancienneté dans l'entreprise reçoivent ce montant journalier pendant les 104 premiers jours de chômage effectif prouvés.

L'augmentation du montant journalier ne sera d'application dans le cadre de l'article 4 de la CCT du 24 mai 2005, que si elle ne mène pas à l'application des nouvelles cotisations capitatives telles que prévues dans l'arrêté royal du 22 mars 2006 introduisant une cotisation spéciale patronale de

A

sécurité sociale sur certaines indemnités complémentaires en exécution du Contrat de solidarité entre les générations et fixant les mesures d'exécution de l'article 50 de la loi du 30 mars 1994 portant des dispositions sociales (MB 31 mars 2006).

Le droit à cette indemnité complémentaire est, en cas de reprise du travail, maintenu, conformément à l'AR du 22 mars 2006 susmentionné.

Prépension conventionnelle

Article 9. §1er. Prépension à partir de 58 ans

La convention collective de travail du 27 juin 2007 (AR 19 février 2008, MB 8 avril 2008), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, prorogeant le régime de prépension conventionnelle à partir de 58 ans, venue à échéance le 31 décembre 2008, est prorogée du 1^{er} janvier 2009 au 31 mars 2011 inclus.

§ 2. Prépension à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle

La convention collective de travail du 27 juin 2007 (AR 19 février 2008 ; MB 8 avril 2008), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative à la prépension conventionnelle à partir de l'âge de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 20 ans de prestations de nuit et 33 ans de carrière professionnelle, venue à échéance le 31 décembre 2008, est prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail.

Si la loi le permet, cette convention collective de travail sera ensuite prorogée pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 mars 2011.

§3. Prépension à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 40 ans de carrière professionnelle

La convention collective de travail du 12 février 2008 (AR du 27 octobre 2008 ; MB 19 janvier 2009) conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative à la prépension conventionnelle à partir de 56 ans pour les ouvriers qui comptent au moins 40 ans de carrière professionnelle, venue à échéance le 31 décembre 2008, est prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail.

Si la loi le permet, cette convention collective de travail sera ensuite prorogée pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 mars 2011.

§ 4, Prépension conventionnelle à mi-temps

La convention collective de travail du 27 juin 2007 (AR 19 février 2008; MB 8 avril 2008), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, relative à la prépension conventionnelle à mi-temps à partir de l'âge de 55 ans pour les ouvriers, venue à échéance le 31 décembre 2008, est prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail.

Si la loi le permet, cette convention collective de travail sera ensuite prorogée pour la période du 1^{er} janvier 2011 au 31 mars 2011.

Octroi d'un avantage social

Article 10. Le montant de l'avantage social, fixé à l'article 5 de la convention collective de travail du 12 juillet 2007 (AR 2 juillet 2008 ; MB 24 juillet 2008), conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, octroyant un avantage social, est porté à 130 EUR à partir de l'année de paiement 2010 (*exercice social 2009*).

Les modalités de paiement sont fixées par le comité de gestion du Fonds Social de l'industrie chimique.

Formation syndicale

Article 11 - Le quatrième alinéa de l'article 4 de la convention collective de travail conclue le 27 juin 2007 (AR 19février 2008 ; MB 8 avril 2008) est, à partir de l'année 2009, remplacé par les dispositions suivantes:

- plafond : 1.150.000 EUR à partir de 2009
- ventilation : à partir de 2009 : 950.000 EUR annuellement aux organisations syndicales ; 200.000 EUR annuellement à la Fédération belge des industries chimiques et des sciences de la vie ASBL (essenscia).

Fonds de formation (Groupes à risques)

Article 12. - La convention collective de travail prorogant le Fonds pour la formation dans l'industrie chimique, conclue le 27 juin 2007 (AR 19février 2008; MB 8 avril 2008) au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, sera prorogée pour la durée de la présente convention collective de travail. La cotisation au Fonds de formation de 0,10% sur les salaires bruts des ouvriers sera portée à partir de l'année 2009 de 0,10% à 0,20%.

Dans les fonds totaux récoltés mentionnés ci-dessus, un montant égal à la cotisation de 0,05% sur les salaires bruts des ouvriers sera intégralement utilisé pour des projets collectifs de formation.

Les partenaires sociaux de l'industrie chimique confirment que l'introduction de ces mesures donne une suite favorable à l'appel d'accroître les efforts de formation.

Combinaison travail-famille

Crédit-temps - Diminution de carrière de 1/5^{ème}

Article 13 §1er. Crédit-temps

Le droit au crédit-temps prévu par l'art. 3 de la convention collective de travail n° 77 bis, conclue le 19 décembre 2001 au sein du Conseil National du Travail, instaurant un système de crédit-temps, de diminution de carrière et de réduction des prestations de travail à mi-temps, est étendu à une durée maximale de 5 ans sur l'ensemble de la carrière.

Durant la première année, l'exercice de ce droit au crédit-temps doit, conformément à la convention collective de travail n° 77 bis précitée, s'opérer par période de 3 mois minimum.

Sous réserve d'autres accords pris sur le plan de l'entreprise, les conditions cumulatives suivantes doivent être respectées, de la deuxième jusques et y compris la cinquième année :

- le crédit-temps doit être exercé par période d'une année
- les ouvriers souhaitant exercer ce droit au crédit-temps doivent avoir atteint une ancienneté d'au moins cinq ans.

§2. Diminution de carrière de 1/5^{ème}

Les entreprises peuvent, en tenant compte de la bonne organisation du travail, conformément aux articles 6 §2 et 9 §2 de la convention collective de travail n° 77 bis du Conseil National du Travail précitée, déterminer les modalités d'application concrètes du système de diminution de carrière de 1/5^{ème} pour les ouvriers à temps plein qui travaillent en équipes.

§3. Passage d'une diminution de carrière à la prépension conventionnelle

Dans le cas où un(e) ouvrier(e) passe d'une forme de diminution de carrière dans le cadre du crédit-temps (CCI n° 77bis) à une forme de prépension conventionnelle, l'indemnité complémentaire à charge de l'employeur, telle que définie dans les conventions collectives sectorielles en vigueur pour ces régimes, sera calculée sur base d'un salaire à temps plein. Cette indemnité complémentaire sera calculée au prorata des périodes prestées à temps plein et à

temps partiel sur toute la carrière.

Cette disposition ne porte pas préjudice aux modalités analogues ou plus favorables existant au niveau de l'entreprise.

Garantie du salaire de base pour les ouvrières enceintes

Article 14 - *Les ouvrières contraintes, en raison de leur grossesse, d'exercer dans l'entreprise une fonction inférieure à la leur durant cette période, se voient garantir le maintien du salaire de base de leur fonction d'origine.*

Cette disposition ne porte pas préjudice aux modalités analogues ou plus favorables existant au niveau de l'entreprise.

Contrats de travail

Article 15 - *Si un intérimaire est engagé sous contrat de travail par le même utilisateur, dénommé à partir de ce moment l'employeur, et pour la même fonction que celle qu'il a exercée durant au moins six mois, sans interruption de plus de quatre semaines successives, aucune période d'essai ne sera prévue dans le contrat de travail.*

Prime de fin d'année

Article 16 - *A l'article 8, 3^{ème} alinéa, de la CCT du 27 juin 2007 (AR 18 février 2008 ; MB 8 avril 2008) relative à la prime de fin d'année, conclue au sein de la Commission Paritaire de l'industrie chimique, pour ce qui concerne les périodes assimilées à du travail effectif, les mots « les jours de chômage partiel jusqu'à 50 jours » sont remplacés par « les jours de chômage partiel jusqu'à 55 jours ».*

Responsabilité juridique des travailleurs

Article 17 - *Le groupe de travail paritaire sur la responsabilité juridique des travailleurs poursuivra ses travaux pendant la période de validité de la présente convention collective de travail.*

Dialogue social

Article 18 - *Après la conclusion de l'accord national 2009-2010 pour ouvriers, le Président de la Commission Paritaire de l'industrie chimique prendra l'initiative, pendant cette période de CCT, d'entamer entre les partenaires sociaux de la CP 116 un dialogue relatif au renforcement de l'information socio-économique dans les PME à partir d'un nombre déterminé d'ouvriers.*

Les organisations signataires sont prêtes à répondre positivement à cette initiative.

Cet engagement positif à dialoguer ne comporte aucune obligation de résultat.

Concertation et paix sociale

Article 19 - *Dans le respect de la paix sociale et des procédures propres à l'industrie chimique, les parties signataires reconnaissent, au nom de leurs mandants, avoir rencontré leurs exigences réciproques pour les matières faisant partie de la présente convention collective de travail.*

Cette convention collective de travail est conclue de bonne foi et les parties signataires s'engagent à la faire appliquer auprès de leurs mandants, aussi bien quant à la lettre que quant à l'esprit.

Accord exceptionnel en vue des négociations au niveau des secteurs et des entreprises durant la période 2009-2010

Contribution au rétablissement de la confiance

Notre pays traverse actuellement une période très difficile. Du fait de la conjonction d'une forte baisse de la demande nationale et internationale, des effets de la forte augmentation du coût des matières premières (par ex. produits alimentaires et énergie) au cours du premier semestre de l'année et de la crise financière mondiale, les perspectives économiques ont été sensiblement revues à la baisse depuis Pété. Alors qu'en juin la croissance économique de notre pays était encore estimée à 1,7% pour 2009, les prévisions à fin novembre font état d'une croissance négative*

Dans ce contexte exceptionnel, les partenaires sociaux estiment que notre pays a aujourd'hui besoin d'un accord exceptionnel, adapté à ce qui préoccupe la population et les entrepreneurs. Un accord qui se fonde sur la réalité, mais qui entend également apporter une contribution au rétablissement de la confiance des travailleurs et des employeurs, Un accord visant également un juste équilibre entre compétitivité, pouvoir d'achat et emploi.

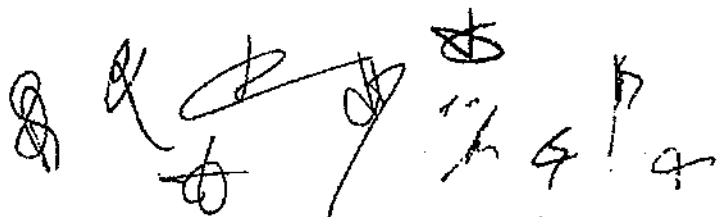
En outre, la crise actuelle et la situation budgétaire difficile résultant e.a. de la crise financière, ont eu pour effet d'ouvrir les yeux à bon nombre de personnes, La confiance dans le système a fortement baissé, L'impact sur l'économie réelle est dans l'intervalle établi. Les pouvoirs publics doivent dès lors mobiliser d'importants moyens afin de faire face à cette crise économique générale, ce qui met à son tour la situation budgétaire de notre pays sous pression. Aussi est-il essentiel que tous les revenus auxquels les pouvoirs publics ont droit soient dûment perçus et que les pouvoirs publics règlent irréprochablement leurs dettes à l'égard des citoyens et des entreprises. À cet égard, les partenaires sociaux demandent que la lutte contre la fraude fiscale et sociale soit intensifiée.

* *

*

Les bases de l'accord ci-après sont celles du schéma qui a été présenté par le conciliateur désigné par le gouvernement au Groupe des 10 le 8 décembre 2008. Ce schéma est repris in extenso ci-dessous.

J
A.



Bruxelles, le 8 décembre 2008.

Hautement confidentiel

Groupe de travail - Propositions du CECI/Maieur

A - Préambule:

1. L'accord entre interlocuteurs sociaux se situe dans une période de crise majeure ;
2. Certains arbitrages ne seront que des « one shot » exceptionnels, comme réplique à la crise, à intégrer dans le plan de relance selon les équilibres politique* et financiers du gouvernement. A situation; exceptionnelle, accord exceptionnel.
3. Le compromis au sein du groupe des Dix se décline selon le schéma présenté ci-dessous :
4. Les volets du dossier tripartite (assurance-crédit) récupération, TVA, chômage économique, coûts énergétiques) sont à mettre en parallèle avec les propositions ;
5. Les interlocuteurs sociaux sont acquis à l'idée de lutte contre la déstabilisation sociale et fiscale.

B - Schéma de propositions ;

Les propositions se répartissent en trois grands volets: le pouvoir d'achat des travailleurs, les coûts salariaux des entreprises, le pouvoir d'achat des allocataires sociaux, A ces volets, il convient d'ajouter le programme emploi (2009 - 2010) et les prolongations conventionnelles ou contractuelles.

Pouvoir d'achat des travailleurs

1. Maintien de l'indexation des salaires bruts selon les accords sectoriels
2. Enveloppe nette de maximum 250 millions d'euros en année pleine & négocier au plan sectoriel, avec un maximum de 1256 en 2009.
3. A imputer sur l'enveloppe des 2506 ;
 - a. salaire sectoriel minimum à discuter par les secteurs
 - b. chèque vert à mettre en ecuvie pour le 1^{er} février 2009
 - c. chèque repas : tarif fadal de 6,06 à 6,5P et 0,5€ par chèque déductible de l'impôt de sociétés ou à 7€ déductible et 1€ déductible

- a. diapaectse de l'augmentation de l'indemnité de mobilité dans la coxtruction
 - c. coût additionnel ou niveau du secteur/secteur pour les autres modes de transport suite & l'augmentation du rjmcxntion train/tram/bus
4. Trajet domicile - travail
 - a. CCT19: 60% -- 75% à partir du 1/2/2009
 - b. tableau en forfait dans la CCT
 - c. forfait valable en 2009 et 2010
 - d. forfait négociable BUT 2 ans
 - e. imputarioa éms l'enveloppe de 250€ du coût dont mention dans le point 3 e.

Coûts salariaux des entreprises

5. Réduction des charges (428 mio€ - travail d'équipés, travail de nuit, heures supplémentaires, redistribution des charges sociales)
6. Simplification des pteru d'embauché ;
7. Raticapage de l'écart salarial et compensaiba flucaieècc
Un équilibre est à trouver entre l'enveloppe de 250€ net pur Un>vjill>€ en 2010 (à charge de* ettUrpçuet) ^t la campensqUori financière de celle-ci. La comperration s'opère par des baisses du préempte professionnel qui s'olit restituées eux entreprises. Depuis le 1^{er} octobre 2007, cette mesure existe à hauteur de 0,25% de btisse du précompte La proportiofi porte la baisse de ce précompte à 0,75% au 1/1/2009 et à 1% au i/L/2010 (chaque quart de point ext esdmé h 232 millions d'euros). À paxâr de 2010> un montant équivalent à 0,15% de bsisso de précompte fait l'objet d'un financeineac idcrnafif qui n'est pas & charge des entreprises et qui ne ampute pas le pouvoir d'achw des travailleurs*

Pouvoir d'achat des allocataires sociaux:

- Z. Adaptation au bien-être (428mio€)
9. Désactivité

Handwritten signatures and initials, including a large signature that appears to be 'H.' and several other scribbles and initials.

Le schéma ci-dessus du conciliateur a été transmis au gouvernement fédéral le 8 décembre 2008, par le biais d'une lettre du président du Groupe des 10. Le gouvernement fédéral a confirmé aux partenaires sociaux, IOÏS d'une rencontre avec le Groupe des 10 le 11 décembre 2008, qu'il adhère au schéma du conciliateur, une adhésion qui a ensuite été réitérée dans une lettre du 12 décembre 2008 adressée au Groupe des 10. De même, le Groupe des 10 a pris acte des décisions gouvernementales concernant le chômage économique, Passurance-crédit, la récupération de la TVA et les coûts énergétiques,

Les partenaires sociaux confirment de leur côté qu'ils honoreront les parties du schéma du conciliateur qui relèvent au premier chef de leur responsabilité. En vue des négociations à venir, les partenaires sociaux conviennent ce qui suit :

- La loi du 26 juillet 1996 relative à la promotion de l'emploi et à la sauvegarde préventive de la compétitivité préserve l'indexation et les augmentations barémiques. À titre exceptionnel pour les années 2009-2010, une approche en «net» (c.à.d. sans charges supplémentaires de quelque nature qu'elles soient pour les employeurs) est d'application. Pour les années 2009-2010, les partenaires sociaux conviennent donc de fixer l'enveloppe de négociation à maximum 250 EUR par travailleur en régime de croisière, en sus de l'application du mécanisme d'indexation des salaires et des augmentations barémiques. Pour 2009, un maximum de 125 EUR peut déjà être octroyé, soit à imputer sur ce montant, soit de façon non récurrente.
- Pour faciliter la conversion de ce montant en pouvoir d'achat net pour les travailleurs, les partenaires sociaux conviennent de réaliser, conjointement avec le gouvernement* les accords suivants d'ici au 1^{er} février 2009 :
 - Une augmentation de la valeur faciale maximale du chèque-repas de 1 EUR (passant de 6 à 7 EUR), sans augmentation de la part personnelle actuelle du travailleur (à savoir 1,09 EUR). Parallèlement, il est prévu de rendre 1 EUR par chèque-repas admissible comme frais déductibles pour l'employeur sur le plan fiscal.
 - Un relèvement du plafond de l'indemnité de mobilité en vigueur dans les branches d'activité où le lieu de travail n'est pas fixe, à 0,1316 EUR par kilomètre,
 - L'élaboration d'un régime d'exonération, pour l'employeur et le travailleur, d'impôts et de cotisations sociales lors de l'octroi de "chèques verts" (appelés éco-chèques) destinés à l'achat de produits et services écologiques.

Le coût total d'une adaptation des barèmes minimums sectoriels ainsi que des retombées, au niveau *des* secteurs ou *des* entreprises, d'une augmentation de l'intervention de l'employeur dans les abonnements de train, tram, métro ou bus sur d'autres modes de transport (voir ci-après) sera imputé sur ladite enveloppe de négociation convenue.

- Les partenaires sociaux décident de modifier la CCT n° 19 en vue de porter à 75% l'intervention maximale de l'employeur dans l'abonnement de train, tram, métro ou bus (transports en commun publics) au 1^{er} février 2009. L'intervention ainsi augmentée sera parallèlement convertie en une grille de montants forfaitaires. Ces forfaits seront applicables pour 2009 et 2010, sans qu'ils ne soient indexés. Ensuite, une adaptation de ces forfaits sera négociée tous les deux ans.

Les partenaires sociaux demandent que les arrêtés royaux pris en exécution de la loi du 27 juillet 1962 soient mis en concordance avec cette grille.

D'éventuelles retombées de cette mesure sur d'autres interventions dans les déplacements domicile-lieu de travail devront, comme indiqué ci-dessus, être imputées sur l'enveloppe de négociation convenue,

- Les accords existants suivants seront prolongés pour 2009-2010 ;
 - > les régimes de prépension particuliers (20 années de travail de nuit, capacité de travail réduite dans le secteur de la construction et prépension à mi-temps) ;
 - > la cotisation patronale de 0,10% pour les efforts en faveur de personnes appartenant à des groupes à risques ;
 - > la cotisation patronale de 0,05% pour le financement du plan relatif à l'encadrement et au suivi actifs des chômeurs ;
 - > le système des primes d'innovation ;
 - > l'exonération de l'obligation en matière de premiers emplois si le secteur prévoit une cotisation patronale de 0,15% pour les groupes à risques ;
 - > CCI n° 92 (prépension longues carrières) ;
 - > le financement et la pérennisation de l'intervention publique dans le cadre du système 80/20 (intervention patronale dans le coût des transports publics pour le trajet domicile-lieu de travail via un système de tiers payant), avec une enveloppe ouverte.

- Les organisations des travailleurs et des employeurs, signataires du présent accord, confirment leur volonté commune de faire appliquer toutes les dispositions prévues dans le présent accord.

- Les parties conviennent expressément que les annexes suivantes font partie intégrante de cet accord et qu'elles engagent les parties au même titre que l'accord lui-même.
 1. Simplification des plans d'embauché
 2. Réductions de charges et redistribution des charges sociales
 3. Concrétisation de l'enveloppe affectée à la liaison au bien-être des allocations sociales
 4. Réponse à la demande du gouvernement en matière de crédit-temps

Tableau explicatif (art.752 de l'accord national)

Accord National 2009-2010 pour employés					
	hausse salariale récurrente 17,33 €	éco-chèque unique 250 €	Si adhésion au 2ième pilier	impact cet 2011-2012	
				oui	non
non conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x			x	
autres		x			x
conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x			x	
autres					
en cas d' avantage unique entre 0 € et 250 €				x (solde jusque 250)	
en cas d' avantage unique = 250 €					x
en cas d' avantage récurrent entre 0 € et 250 €				x (solde jusque 250)	
en cas d' avantage récurrent = 250€				x	

Accord National 2009-2010 pour employés					
	hausse salariale récurrente 17,33 €	éco-chèque unique 250 €	Si opting out	impact cet 2011-2012	
				oui	non
non conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x				x
autres		x			x
conventionnées					
barème minimum(+ max 17,33 €)	x				x
autres					
en cas d' avantage unique entre 0 € et 250 €					x
en cas d' avantage unique = 250€					x
en cas d' avantage récurrent entre 0 € et 250 €					x
en cas d' avantage récurrent = 250€					x

5

Nationaal akkoord 2009-2010 voor arbeiders (PC 116)

CAO gesloten op 1 april 2009 in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid betreffende het Nationaal Akkoord 2009-2010

Toepassingsgebied

Artikel 1. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst is van toepassing op de werkgevers en op de arbeiders die ressorteren onder het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid.

Met "arbeiders" wordt verstaan: de arbeiders en de arbeidsters.

Duur

Artikel 2. - Deze collectieve arbeidsovereenkomst wordt gesloten voor een duur van 2 jaar, van 1 januari 2009 tót en met 31 december 2010, met uitzondering van artikel 9.

Omkaderingsafspraken voor het sociaal overleg op ondernemingsvlak

Artikel 3. - De sociale gesprekspartners van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid en de onderhandelaars op ondernemingsvlak onderschrijven ten voile en zonder enig voorbehoud alle bepalingen van het uitzonderlijk akkoord van 18 december 2008 voor de onderhandelingen en bevestigen hiermee ondermeer de onderhandelingsenveloppe die in het uitzonderlijk akkoord werd vastgelegd voor de af te sluiten onderhandelingen op ondernemingsvlak in de periode 2009-2010.

De naleving op bedrijfsvlak van het uitzonderlijk akkoord, in bijlage, maakt onlosmakelijk deel uit van de uitvoering van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

Minimumuurloon

Artikel 4. §1. De bedragen van het minimum-aanvanguurloon en van het minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit, zoals vastgesteld in artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27juni 2007 (KB 20.02.2008; BS 09.04.2008) betreffende het minimumuurloon gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, worden, in het 40-urenweek stelsel, vanaf 1 april 2009 verhoogd met 0,03 EUR; vanaf 1 januari 2010 wordt het voornoemde minimum-aanvanguurloon evenals het voornoemde minimumuurloon vanaf 12 maanden anciënniteit met 0,07 EUR verhoogd.

§2. Deze verhogingen zijn eveneens van toepassing op de arbeiders die op 31 maart 2009 minder dan 0,1 EUR boven de geldende minimumuurlonen betaald worden.

§3 De in §1 en §2 van dit artikel vermelde inspanning voor de verhogingen van de minimumuurlonen kan niet gebruikt worden als zijnde richtinggevend voor de bedrijfsonderhandelingen

Niet geconventioneerde ondernemingen

Artikel 5. -

§1. De ondernemingen die, aangaande de eventuele verhoging van de koopkracht voor de periode 2009-2010, niet gebonden zijn door een collectieve arbeidsovereenkomst gesloten overeenkomstig de bepalingen van de wet van 5 december 1968 betreffende de paritaire comités en de collectieve arbeidsovereenkomsten, zullen op 1 januari 2010 éénmalig ecocheques, zoals bepaald in de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 98 van de Nationale Arbeidsraad van 20 februari 2009, toekennen per arbeider in dienst op 1 januari 2010 met een totale waarde van 250 EUR.

Aan de deeltijdse arbeiders worden ecocheques toegekend voor hetzelfde totaalbedrag en onder dezelfde voorwaarden als voor voltijdse arbeiders.

De toekenning en/of de bepaling van het bedrag van deze ecocheques gebeurt evenwel na verrekening en/of in voorafname van eventuele verhogingen van het uurloon en/of andere voordelen die, met uitzondering van deze ten gevolge van de collectieve arbeidsovereenkomst van 8februari 2006 (KB 5 augustus 2006; BS 20 september 2006), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende de koppeling der lonen aan het indexcijfer der consumptieprijzen, zouden toegekend worden aan de arbeiders tijdens de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst.

§2. Dit artikel is niet van toepassing op de arbeiders die genieten van de loonsverhogingen voorzien in artikel 4 van deze CAO.

Sectorpensioen

Artikel 6.-

§1. Voor de werkgevers die op 1 oktober 2010 geen of een pensioenplan met een lagere jaarlijkse werkgeverskost dan het sectoraal pensioenplan hebben voor hun arbeiders wordt er een sectoraal pensioenplan uitgewerkt dat in werking zal treden vanaf 1 januari 2011, met een minimale instapkost van 250 EUR per arbeider.

§2. Voor de ondernemingen die vallen onder het toepassingsgebied van artikel 5 van deze CAO, die de éénmalige ecocheques hebben toegekend, als bepaald in al.1 van artikel 5, en vallen onder het toepassingsgebied van het sectoraal pensioenplan zal de kost gelijk aan het totaalbedrag aan ecocheques (250 EUR per arbeider in 2010) aangewend worden in het sectoraal pensioenplan vanaf 2011.

Voor de andere ondernemingen die voor de période 2009-2010 een récurrent voordeel hebben toegekend en die onder het toepassingsgebied van het sectoraal pensioenplan vallen, vormt het sectoraal pensioenplan een nieuw voordeel waarvan de kost op te nemen is in de CAO 2011-2012

De verklarende tabel opgenomen in bijlage maakt integraal deel uit van deze collectieve arbeidsovereenkomst

§3, De sociale partners van de scheikundige nijverheid gaan onmiddellijk over tôt de oprichting van een installatiewerkgroep sectoraal pensioenplan ten einde tegen ten laatste einde oktober 2009 aile beginselen en modaliteiten van het nieuw in te richten pensioenplan uit te werken.

Verplaatsingskosten

Artikel 7.- Voor wat betreft de tussenkomst van de werkgevers in de prijs van het gemeenschappelijk openbaar vervoer wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het gebruikte vervoersbewijs berekend op basis van de tabel met forfaitaire bedragen opgenomen in art. 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer, met uitzondering van het treinvervoer wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van de abonnementen vanaf 5 km bepaald volgens de modaliteiten als opgenomen in art. 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft het gecombineerd gemeenschappelijk openbaar vervoer wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het vervoersbewijs bepaald volgens de modaliteiten als opgenomen in art. 5 en art. 6 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft het gemeenschappelijk openbaar vervoer op het grondgebied van een andere lidstaat wordt vanaf 1 februari 2009 de tussenkomst van de werkgever in de prijs van het vervoersbewijs bepaald volgens de modaliteiten als opgenomen in art. 7 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 19octies van 20 februari 2009 afgesloten in de Nationale Arbeidsraad.

Voor wat betreft de tussenkomst van de werkgevers bij gebruik van een ander vervoermiddel dan het openbaar vervoer voor een afgelegde afstand die minstens 5 kilometer moet bedragen, blijft de tussenkomst van de werkgever gekoppeld aan de vroegere tabel op basis van het gemiddelde van 60%, jaarlijks aangepast aan de nieuwe tarieven.

Partijen komen overeen de CAO van 2 mei 2001, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende het vervoer van de arbeiders (KB 17 mei 2002; BS 27juni 2002) in die zin aan te passen.

Bestaanszekerheid

Artikel 8.

§1. Aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid

De aanvullende werkloosheidsuitkering zoals voorzien in het eerste lid van artikel 2 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 27 juni 2007 (*KB 19.02.2008; BS 08.04.2008*), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tôt vaststelling van aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij gedeeltelijke werkloosheid en van vergoedingen bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard bedraagt vanaf 1 april 2009: 9 EUR per dag gedeeltelijke werkloosheid.

De période gedurende dewelke men recht heeft op bovenstaand dagbedrag wordt verhoogd van maximum 50 dagen per jaar tôt maximum 55 dagen per jaar en dit vanaf 1/1/2009.

§2. Aanvullende werkloosheidsuitkeringen bij ontslag om economische of technische redenen of redenen van structurele aard

Voor arbeiders die om economische of technische redenen of redenen van structurele aard worden ontslagen, wordt volgende bijzondere regeling van aanvullende werkloosheidsuitkering voorzien volgens onderstaand schéma:

Arbeiders met een anciënniteit in de onderneming van 5 tôt minder dan 10 jaar ontvangen vanaf 1 april 2009 het in § 1 vermelde dagbedrag aanvullende werkloosheidsuitkering voor de eerste 26 bewezen dagen effectieve werkloosheid, welke aanvangen vanaf het verstrijken van de opzeggingstermijn of vanaf het verstrijken van de door de opzeggingsvergoeding gedekte période.

Voor de arbeiders met een anciënniteit in de onderneming van 10 tôt minder dan 15 jaar wordt dit gebracht op de eerste 52 bewezen dagen effectieve werkloosheid.

Voor de arbeiders met een anciënniteit in de onderneming van 15 tôt minder dan 20 jaar wordt dit gebracht op de eerste 78 bewezen dagen effectieve werkloosheid.

Voor de arbeiders met een anciënniteit in de onderneming van 20 jaar en meer wordt dit gebracht op de eerste 104 bewezen dagen effectieve werkloosheid.

De verhoging van het dagbedrag zal enkel van toepassing zijn in het kader van artikel 4 van de CAO van 24 mei 2005 indien deze voorziene verhoging van het bestaande dagbedrag niet leidt töt de toepassing van de nieuwe capitatieve bijdrage(n) zoals voorzien in het Koninklijk besluit van 22 maart 2006 töt invoering van een spéciale patronale sociale zekerheidsbijdrage op sommige aanvullende vergoedingen in het kader van het generatiepact en töt vaststelling van de uitvoeringsregelen van artikel 50 van de wet van 30 maart 1994 houdende sociale bepalingen (BS 31 maart 2006).

Het recht op deze aanvullende vergoeding wordt in overeenstemming met het voornoemde KB van 22 maart 2006 behouden in geval van werkhervatting.

Conventioneel brugpensioen

Artikel 9. §1. Brugpensioen vanaf 58 jaar

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27juni 2007 (KB 19.02.2008; BS 08.04.2008), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, töt verlenging van het stelsel van conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 58 jaar, die per 31 december 2008 vervallen is, wordt verlengd van 1 januari 2009 töt en met 31 maart 2011.

§2. Brugpensioen vanaf 56 jaar voor de arbeiders met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan.

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27juni 2007 (KB 19.02.2008; BS 08.04.2008), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende het conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 56 jaar voor de arbeiders met minstens 20 jaar nachtprestaties en 33 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2008 vervallen is, wordt, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, verlengd.

Voor zover dit wettelijk mogelijk is zal deze collectieve arbeidsovereenkomst nadien verlengd worden voor de période lopende van 1 januari 2011 töt 31 maart 2011

§3. Brugpensioen vanaf 56jaar voor de arbeiders met minstens 40jaar beroepsloopbaan

De collectieve arbeidsovereenkomst van 12 februari 2008 (KB 27.10.2008; BS 19.01.2009) gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid betreffende het conventioneel brugpensioen voor arbeiders vanaf de leeftijd van 56 jaar mits 40 jaar beroepsloopbaan, die per 31 december 2008 vervallen is, wordt, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst verlengd.

Voor zover dit wettelijk mogelijk is zal deze collectieve arbeidsovereenkomst nadien verlengd worden voor de période lopende van 1 januari 2011 töt 31 maart 2011

§ 4. Halftijds conventioneel brugpensioen

De collectieve arbeidsovereenkomst van 27juni 2007 (KB 19.02.2008; BS 08.04.2008) gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, betreffende het halftijds conventioneel brugpensioen vanaf de leeftijd van 55 jaar voor de arbeiders, die per 31 december 2008 vervallen

is, wordt, voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst, verlengd.

Voor zover dit wettelijk mogelijk is zal deze collectieve arbeidsovereenkomst nadien verlengd worden voor de période lopende van 1 januari 2011 tôt 31 maart 2011

Toekenning van een sociaal voordeel

Artikel 10. - Het bedrag van het sociaal voordeel vastgelegd in artikel 5 van de collectieve arbeidsovereenkomst van 12 juli 2007 (KB 02.07.2008; BS 24.07.2008), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tôt toekenning van een sociaal voordeel, wordt, vanaf het betalingsjaar 2010 (sociaal dienstjaar 2009) gebracht op 130 EUR.

De betalingsmodaliteiten worden bepaald door het beheerscomité van het Sociaal Fonds van de scheikundige nijverheid.

Syndicale vorming

Artikel 11. - Het vierde lid van artikel 4 van de collectieve arbeidsovereenkomst gesloten op 27 juni 2007 (KB 19.02.2008; BS 08.04.2008), gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, wordt, met ingang van het jaar 2009 door de volgende bepalingen vervangen:

- begrenzing: 1.150.000 EUR vanaf 2009

- verdeling: vanaf 2009: 950.000 EUR jaarlijks & de vakbondsorganisaties; 200.000 EUR jaarlijks aan Belgische federatie van de scheikundige nijverheid en van life sciences vzw (essenscia).

Fonds voor Vorming (Risicogroepen)

Artikel 12. - De collectieve arbeidsovereenkomst tôt voortzetting van het Fonds voor vorming in de scheikundige nijverheid, gesloten op 27 juni 2007 (KB 19.02.2008; BS 08.04.2008) in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, zal voor de duur van deze collectieve arbeidsovereenkomst worden verlengd. De bijdrage voor het Fonds voor vorming van 0,10 % op de brutolonen van de arbeiders wordt vanaf het jaar 2009 verhoogd van 0,10 % tôt 0,20 %.

Van de hierboven vermelde totaal gestorte middelen zal een bedrag gelijk aan de bijdrage van 0,05% op de brutolonen van de arbeiders integraal gebruikt worden voor collectieve opleidingsprojecten.

De sociale partners van de scheikundige nijverheid bevestigen dat ze met het invoeren van deze maatregelen verder gunstig gevolg geven aan de oproep om de vormingsinspanningen verder te verhogen.

Combinatie arbeid- gezin

Tijds krediet - 1/5de loopbaanvermindering

Artikel 13. § 1. Tijds krediet

Het recht op tijds krediet, voorzien door art. 3 van de collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis gesloten op 19 december 2001 in de Nationale Arbeidsraad, tôt invoering van een stelsel van tijds krediet, loopbaanvermindering en vermindering van de arbeidsprestaties tôt een halftijdse betrekking, wordt uitgebreid tôt een duur van maximum 5 jaar over de gehele loopbaan.

Tijdens het eerste jaar dient de uitoefening van dit recht op tijds krediet, overeenkomstig

voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis, te gebeuren per minimumperiode van 3 maanden.

Behoudens andere afspraken op het vlak van de ondememing dienen, van het tweede tót en met het vijfde jaar, de volgende cumulatieve voorwaarden nageleefd te worden:

- het tijdskrediet moet uitgeoefend worden per période van één jaar;
- de arbeiders die van dat recht op tijdskrediet gebruik wensen te maken dienen minstens vijfjaar anciënniteit bereikt te hebben.

§ 2. 1/5de loopbaanvermindering

De ondernemingen kunnen, rekening houdend met de goede werkorganisatie, overeenkomstig Artikel 6 § 2 en 9 §2 van voornoemde collectieve arbeidsovereenkomst nr. 77bis van de Nationale Arbeidsraad, de concrète toepassingsmodaliteiten bepalen van het stelsel van 1/5^{de} loopbaanvermindering voor de voltijdse arbeiders die in ploegen zijn tewerkgesteld.

§3. Overgang van loopbaanvermindering naar conventioneel brugpensioen

In geval een arbeider overstapt van een vorm van loopbaanvermindering in het kader van tijdskrediet (CAO nr. 77bis) naar een vorm van conventioneel brugpensioen zal de aanvullende vergoeding ten laste van de werkgever, als bepaald in de voor de sector geldende desbetreffende collectieve arbeidsovereenkomsten, berekend worden op basis van een voltijds loon. Deze aanvullende vergoeding wordt gepronatiseerd met de verhouding van de périodes voltijdse en deeltijdse tewerkstelling over de gehele loopbaan

Deze regeling doet geen afbreuk aan gelijkwaardige of gunstiger modaliteiten die op het vlak van de ondememing bestaan.

Basisloonwaarborg voor zwangere arbeidsters

Artikel 14.- Voor arbeidsters die omwille van hun zwangerschap genoodzaakt worden om gedurende deze période een andere lagere functie binnen de ondememing in te vullen zal het basisloon van de originele functie gewaarborgd blijven.

Deze regeling doet geen afbreuk aan gelijkwaardige of gunstiger modaliteiten die op het vlak van de ondememing bestaan.

Arbeidsovereenkomsten

Artikel 15.- In geval een uitzendkracht wordt aangeworven met een arbeidsovereenkomst bij dezelfde gebruiker, vanaf dan de werkgever genoemd, en dit voor dezelfde functie als waarin hij gedurende minstens 6 maanden, zonder tussentijdse onderbreking van meer dan 4 opeenvolgende weken, heeft gewerkt, zal er geen proefperiode in de arbeidsovereenkomst voorzien worden.

Eindejaarspremie

Artikel 16.- In het artikel 8, 3^e alinéa van de CAO van 27 juni 2007 (KB 18.02.2008; BS 08.04.2008) betreffende de eindejaarspremie, gesloten in het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, worden voor wat betreft de gelijkstellingen met effectieve arbeid de woorden "de dagen gedeeltelijk werkloosheid tót 50 dagen" vervangen door " de dagen gedeeltelijke werkloosheid tót 55 dagen"

Juridische aansprakelijkheid van de werknemers

Artikel 17 - De paritaire werkgroep betreffende de juridische aansprakelijkheid van de werknemers zal haar werkzaamheden voor de looptijd van deze collectieve arbeidsovereenkomst verder zetten.

Sociale dialoog

Artikel 18. - Na het afsluiten van het Nationaal Akkoord 2009-2010 voor arbeiders zal de Voorzitter van het Paritair Comité voor de scheikundige nijverheid, tijdens deze CAO-periode, het initiatief nemen om een dialoog op te starten tussen de sociale partners van het PC 116 aangaande het versterken van de sociale dialoog, in het bijzonder wat betreft de informatieverstrekking op sociaal-economisch gebied voor KMO's vanaf een bepaald aantal arbeiders.

De ondertekenende organisaties zijn bereid om op dit initiatief positief in te gaan.

Dit positief engagement tôt dialoog houdt geen resultaatsverbintenis in.

Overleg en sociale vrede

Artikel 19. - Met inachtneming van de sociale vrede en de procédures eigen aan de scheikundige nijverheid, erkennen de ondertekenende partijen namens hun mandaatgevers, dat zij voor de materies die deel uitmaken van deze collectieve arbeidsovereenkomst aan elkaars eisen zijn tegemoet gekomen.

Deze collectieve arbeidsovereenkomst is gesloten te goeder trouw, en de ondertekenende partijen verbinden er zich toe om ze te doen toepassen, zowel naar de letter als naar de geest.

Uitzonderlijk akkoord voor de onderhandelingen op sector- en ondernemingsvlak in de période 2009-2010

Bijdrage tôt het herstel van het vertrouwen

Ons land raakt momenteel een zeer moeilijke période door. De combinatie van een forse terugval van de binnendaïdse en van de buitenlandse vraag, van de effecten van de fors gestegen grondstoffenprijzen (bv. voeding en énergie) in de eerste helft van het jaar en van de wereldwijde financiële crisis maakt dat de economische vooruïteichten sinds de zomti aanzienlijk neerwaarts zijn bijgesteld. Tenvijl in juni nog een ecoaomische groei voor ons land vooispcld werd van 1,7% in 2009, gaan de voorspellingen van eind november er van uit dat de groei negatief zal zijn.

In een dergelijke uitzonderijike context zijn de sociale partners van oordeel dat ons land nu nood heeft aan een uitzonderlijk akkoord, aangepast aan wat de bevoldng en de ondeniemers vandaag de dag bezighoudt. Een akkoord dat uitgaat van de realiteit, maar tegelijkertijd een bijdrage wil leveren tôt het herstel van het vertrouwen van werknemers en werkgevers, Het is eveneens een akkoord waar de juiste balans tussen conourentiekracht, koopkracht en werkgelegenheid wordt nagestreefd.

Daamaast hebben de huidige crisis en de bijhorende moeilijke begrotingstoestand, o.a. ten gevolge van de financiële crisis, bij velen de ogen geopend. Het vertrouwen in het systeem is sterk gedaaid, De omsiag op de reële économie is intussen een feit. De overheid moet dan ook veel middelen mobiliseren om deze algehele economische crisis het hoofd te kunnen bieden, hetgeen dan op zijn beurt de begrotingstoestand van ons land onder druk zet. Daarom is het o.a. van het grootste belang dat aile inkomsten waarop de overheid recht heeft correct geïnd worden en dat de overheid correct haar schulden t.o.v. burgers en ondernemingen vereffent In dit verband vragen de sociale partners om de strijd tegen sociale en fiscale fraude te intensiveren.

* *

*

De basis voor het onderstaande akkoord is deze van het schéma dat door de regeringsbemiddelaar aan de Groep van 10 op 8 december 2008 werd voorgelegd. Hierna wordt in extenso dit schéma overgenomen,

L

VERTALING
Brussel, 8 december 2008.

HouEit vertrouwelijk

Groep van Tffed -> Vnoratellen van de bcmiddeliar

A-Préambule:

L Het dkkkoord tussen de soei aje partners Jcamt er m cen période van ztfarc côiis;

- 2* Sammige arbitrages feullen sicchts wiizonderlijke "onc shots* zijn, ais aiUv/uord op de crids, die in hel herstelplmi cooetca werdea verwerkt volgens de poitieke CQ fimmciele cv&michien van deregering. Bij cen ulfzondertijk situatie past cen uitzonderlijk akkoosz.
 - 3. HCL compromis L>HwBD de Oroep vaa lien wordt uhgewerfct volgens bet hieronderwcergegeveca schtxna;
 - 4. Dt gedeelca vajn het triparilcie dossier Okredictvtzckering> terugvûpâcing vzi btw, economixije werklooshctd, cnergldcosten) dlexica paratci met de voorSteUba le worden bekcktn;
 - 5. De sociale gespreJwpartois 2ajn gpivnntn voor de gednchle v^ het beatijdeii va»desodalcn fiscale fiuuiife.
- 3 - Schéma van de voorateUcn:

De voorstelcn zijtt ingedeeld in. deie grote luikco: de koopkra^c van de vveckncmen, de loonHo^ten van de ondememingen, de koopkiacht van de scw^uieHntkeringtedekttt. Aaa deze luiken dicuea het wûrlrgejegehelsprogranuim <2009 - 2010) en de conventionele ofcûntractude verlengtoega te worden toegevoegd.

Kooptoocht von de weri<nemers

- L Behoud-viin de indexcring v<n de bnitoionen volgens desectorale okkoocôtti
- 2. Ketto-eiivelûppe van maximum 2506^werkncmer in cca volledig jaar, ic cnderciwdelca opaelDrviftle, met cea maximum vw 125e in 2009.
- 3. Àwit& rekencn op de enveloppe VÛÛ 250€
 - t. sectomoi minimtxbûlooa le bespreken door de sectorcn
 - b. groeme chèque tegen Ifcbimri 2009 tcnôarvocrtc ieggen
 - c. tnâAltijdcheque: &çit&I tmief VÛH 6,0€ tût é.S Een 0,5 É per chtque affrekbaar von de vcmoolackJipabdasting of tût 7€cbque en i€ntrekbaar

- d. ^rystielHng YBÛ de vc&ûgîDg von. de rnobiGtcilsvagoeding in de bouw c extra kosten op <xtor-/ond<33icinnig5DÛvcau voor de andere vervoortulcken Ica gevolge vnn de vcrfiogîDg van de tegmoetkoming in irciix/tfivn/b>5
- A. Woon-werkveickcf
 - A. CAO 19:60% -*. 75% vaxiaf 1/2/2009
 - b. ibrfuitabel in de CAO
 - c. ibrfwigddjgin 2009 en 20J0
 - d. forfait ûnderhaadelbaflr voor 2 jaar
 - e. nmreVenng oijp do enveloppe var> 2506 vont de kasien vermeld i>nd< paxu 3 c

Loonkosten von de nuffcrqcrmingct

- 5. LiMclcnvrlaging (428 miljoen B - ploccnarcbid. nachladbcd. ovetmea, hervcnlciing van de boclale Uucta)
- 6. VaxeBV Oudigîng van de b<itcnprkmo;
- 7. Wegwerken vaa het looavecschl en J&wmdelc compcasalie.
Er àism eeo eveawicht tewoidca gevonden tussen de enveloppe van 250C nctlo per WeriCrtrac ia 2010 (tel lasic van de ondememihgeii) <n de CnnadCie compcasalie hiervaa Be compcastôc gebeurt via vedagingen vm de bcdj&voocfaefiag dje ^rorden tenzggûgeven ton de ondercraingcrL Sinus 1 dktûber 2007 bestaaî deze maâtrgel roi etn bedrag vjan 0,25% verlaging van de voetf)etGng. Het voorslel bn>gl de verlagingi v<i riezee voorficfling op 0,75% op 1/1/2009 en op 1% qp 1/1/2010 (iedçr kwaxtpuni worde geraard op 232 xniljoea earo). Vanaf 2010 tnaakl een bedrag dat overcenkonit ma 0,15% verfcgîng von de v<xBh<fiing het voorwcrp nil von cen alternatcvc fioandering die niol |en lasto van de ottdoacmîngen kaml en die de koopkiacht VJUI de wericaenaenj niet anniast

Koepkraacht van de sociale-wikerimctrekkers

& Wdvûirtsanpcsaing (428 miljocn €)
9. Dcgresavitteit

- 2 -

Handwritten signatures and initials, including a large signature at the top and several smaller ones below, some with dates like '12/10/08'.

Bovenstaand schéma van de bemiddeelaar werd op 8 december 2008 via een brief van de voorzitter van de Groep van 10 overgemaakt aan de fédérale regering» Deze laatste heeft aan de sociale partners tijdens een ontmoeting met de Groep van 10 op 11 december 2008 bevestigd zich achter het schéma van de bemiddeelaar te scharen, hetgeen vervolgens per brief van 12 december 2008 aan de Groep van 10 bevestigd werd. De Groep van 10 heeft tevens -akte genomen van de regeringsbeslissingen betreffende de economische werkloosheid, de kredietverzekering, de terugvordering van de btw en de energiekosten.

De sociale partners bevestigen van hun kant dat ze de onderdelen van het schéma van de bemiddeelaar waarvoor zij in de eerste plaats verantwoordelijkheid dragen, zullen honoreren. In het licht van de komende onderhandelingen komen de sociale partners het volgende overeen :

- De wet van 26 juli 1996 töt bevordering van de werkgelegenheid en töt preventieve vrijwaring van het concurrentievermogen vrijwaart de indexering en de baremidce verhogingen. Uitzonderlijk is voor de jaren 2009-2010 een "netto"-aankpak (d.w.z. zonder bijkomende lasten van welke aard ook voor de werkgevers) van toepassing. Voor de jaren 2009-2010 komen de sociale partners dus overeen om de onderhandelingsenveloppe vast te leggen op maximaal 250 BUR per werknemer op kruisnelheid, boven op de toepassing van het loonindexeringsmechanisme en de baremieke verhogingen. Voor 2009 mag reeds maximaal 125 euro toegekend worden, hetzij aan te rekenen op dit bedrag, hetzij éénmalig.
- Om de invulling van dit bedrag naar nettokoopkracht voor de werknemers te faciliteren, komen de sociale partners overeen om samen met de regering de volgende afspraken tegen 1 februari 2009 te concretiseren:
 - Een verhoging van het maximum faciaal tarief van de maaltijdcheque met 1 euro (van 6 naar 7 euro), zonder dat hethuidigepersoonlijk aandeel van de werknemer (m.n. 1,09 euro) verhoogd wordt. Tegelijkertijd wordt voorzien dat de werkgever 1 euro per maaltijdcheque op fiscaal gebied kan inbrengen als aftrekbare kost
 - Een verhoging van het grensbedrag voor de mobiliteitsvergoeding in gebruik in bedrijfstakken waar de werkplaats niet vast bepaald is a to 10,1316 euro per kilometer.
 - De uitwerking van een regeling van vrijstelling, voor werkgever en werknemer, van belastingen en sociale bijdragen bij de toekenning van "groene chèques" (genaamd eco-cheque) bestemd voor de aankoop van ecologische producten en diensten,

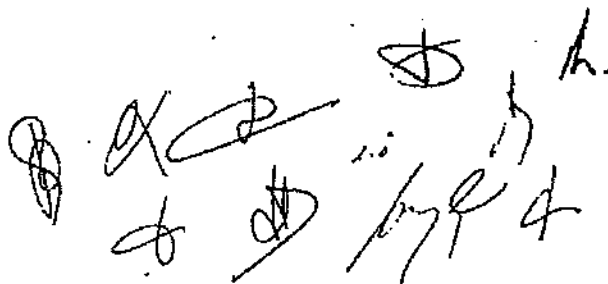
De totale kost van een aanpassing van de sectorale minimumbarema's alsook van de overloopeffecten op sector- of bedrijfsniveau van een verhoging van de tussenkomst van de werkgever in trein-, tram-, métro- of busabonnementen naar andere vervoerswijzen toe (zie hierna), zal op de genoemde afgesproken onderhandelingsenveloppe geYmputeerd worden,

- De sociale partners komen overeen om CAO nr. 19 te wijzigen teneinde de maximale tussenkomst door de werkgever in een trein-, tram-, métro- of busabonnement (gemeenschappelijk openbaar vervoer) op 1 februari 2009 te verhogen töt 75%. De aldus verhoogde tussenkomst zal tegelijkertijd wordea omgezet in een tabel met forfaitaire bedragen. Deze forfaits zullen gelden voor 2009 en 2010> zonder dat ze geïndexeerd worden. Nadien zal tweejaarlijks worden onderhandeld over een aanpassing van deze forfaits.

De sociale partners vragen dat de koninklijke besluiten genomen in uitvoering van de wet van 27 juli 1962 met deze tabel *in* overeenstemming worden gebracht.

Eventuele overloopeffecten van deze maatregel op andere tussenkomsten voor woon-werkverkeer moeten, zoals hoger reeds aangegeven, worden aangerekend op de afgesproken onderhandelingsenveloppe.

- De volgende bestaande afspraken worden voor 2009-2010 verlengd:
 - > de bijzondere brugpensioenregelingen (20 jaar nachtarbeid, venninderde arbeidsgeschiktheid in de bouwsector, en het halftijds brugpensioen);
 - > de werkgeversbijdrage van 0,10% voor de inspanningen ten voordele van de personen die behoren tot risicogroepen;
 - > de werkgeversbijdrage van 0,05% voor de financiering van het plan inzake de actieve begeleiding en opvolging van werklozen;
 - > het systeem van de innovatiepremie;
 - > de vrijstelling van de startbaanverplichting indien de sector een werkgeversbijdrage van 0,15% voorziet voor risicogroepen;
 - > CAO nr 92 (brugpensioen lange loopbanen)
 - > de financiering en verduurzaming van de overheidstussenkomst in het kader van het 80/20-systeem (tussenkomst werkgever in de kosten voor openbaar vervoer in het woon-werkverkeer via een overeenkomst derde betaaler), met een open enveloppe.
- De werknemers- en werkgeversorganisaties, die dit akkoord ondertekenen, bevestigen hun gemeenschappelijke wii om aile bepalingen van ~~het~~ onderhavige akkoord te doen naleven.
- Partijen Icomen uitdrukkelijk overeen dat de volgende bijlagen integraal deel uitmaken van dit akkoord en dat ze de partijen binden op dezelfde wijze als het akkoord zelf.
 1. Vereenvoudiging banenplannen
 - 2» Lastenverlagingen en herverdeling sociale lasten
 3. Invulling van de enveloppe welvaartsvastheid sociale uitkeringen
 4. Antwoord op de regeringsvraag inzake tijdskrediet

Handwritten signatures and initials in black ink, including a large signature on the left and several smaller initials and marks on the right.

Nationaal akkoord 2009-2010 voor arbeiders					
	récurrente loonsverhoging 0,10 €	éénmalige ecocheque 250 €	Indien aansluiting 2de pijler	impact cao 2011-2012	
				ja	neen
niet geconventioneerden					
minimloon(+ max 0,1 €) anderen	x	x		x	x
geconventioneerden					
minimloon(+ max 0,1 €) anderen	x			x	
indien éénmalig voordeel ts 0 € en 250 €				x (saldo töt 250)	
indien éénmalig voordeel = 250€					x
indien récurrent voordeel ts 0 € en 250 €				x (saldo töt 250)	
indien récurrent voordeel = 250€				x	

Nationaal akkoord 2009-2010 voor arbeiders					
	récurrente loonsverhoging 0,10 €	éénmalige ecocheque 250 €	Indien opting out	impact cao 2011-2012	
				ja	neen
niet geconventioneerden					
minimloon(+ max 0,1 €) anderen	x	x			x
geconventioneerden					
minimloon(+ max 0,1 €) anderen	x				x
indien éénmalig voordeel ts 0 € en 250 €					x
indien éénmalig voordeel = 250€					x
indien récurrent voordeel ts 0 € en 250 €					x
indien récurrent voordeel = 250€					x